



Turquie 2050

Cryptomonnaie ; sport ; feux de végétation

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE

La cryptomonnaie en Turquie : un marché d'accros et d'escrocs

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1010-1

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2024.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
Crypto ; sport ; feux de
végétation », *Repères
sur la Turquie n° 21*,
Ifri, juillet 2024.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

En mai dernier, un projet de loi a été déposé à la Grande Assemblée nationale de Turquie afin de réguler le secteur de la cryptomonnaie, dont le développement est jusqu'à présent rapide et sauvage.

La Turquie est le 3^e marché mondial de la cryptomonnaie en termes d'utilisateurs, derrière les Émirats arabes unis et Singapour. 19,3 % des Turcs possèdent des cryptoactifs. Le secteur a explosé à partir de 2020, dans le contexte de la crise économique : la cryptomonnaie est devenue un refuge face à la chute de la livre turque et le nombre de sociétés qui offrent des services dans le secteur (vente de crypto, offre de portefeuilles, de réserve, échange de cryptomonnaies, paiements) a bondi, sans que l'on dispose de chiffres officiels pour évaluer cette tendance. Comme c'est le cas dans le contexte hyper-inflationniste argentin (4^e marché mondial), la cryptomonnaie est utilisée pour des transactions quotidiennes et permet de garantir un certain niveau de sécurité financière.

Témoin du succès de l'intégration des cryptomonnaies à l'économie turque, la BtcTurk, principale société de crypto en

Turquie, offre des services de dépôt et de retrait en livres turques grâce à son intégration avec sept banques du pays. Lancée en 2013 à Istanbul, la plateforme comptait 5 millions d'utilisateurs en 2023. Le 22 juin dernier, elle a été la cible d'une importante cyberattaque qui a permis la prise de contrôle de dix portefeuilles connectés (*hot wallets*) et le vol de plus de 51 millions de dollars.

Complètement dérégulé jusqu'à présent, le marché a été le théâtre d'importantes escroqueries comme l'affaire de Faruk Özer, fondateur de Thodex, l'une des plus importantes bourses de crypto, arrêté en Albanie en 2022 et contre qui sont aujourd'hui requises des peines allant jusqu'à 11 462 ans de prison pour une fraude de plus de 91 millions de dollars. Le gouvernement turc souhaite désormais remettre de l'ordre dans le secteur. Il s'agit de faire bénéficier l'État des revenus de ce secteur très lucratif, en mettant en place des taxes et un système de licences pour les sociétés pourvoyeuses de cryptoactifs. Le projet de loi envisagé s'inscrit également dans une série de mesures prises pour renforcer son régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), engagée depuis octobre 2021. Lors de la dernière séance plénière du 28 juin 2024, la Turquie a été désinscrite de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), qui considère que le pays a remédié à ses « défaillances stratégiques », selon l'expression consacrée par ses experts.

DIPLOMATIE

Le *soft power* sportif : forts comme des Turcs ?

Les sportifs turcs sont sur le départ pour Paris. Comme à l'accoutumée, les athlètes des sports de combat (lutttes gréco-romaine et freestyle, boxe, taekwondo) sont redoutés. Cette année, il faudra aussi surveiller la gymnastique artistique masculine, le pentathlon féminin et le tir à l'arc. En ce qui concerne les sports collectifs, les volleyeuses turques sont parmi les favorites. Elles font la fierté d'une grande partie de la population depuis leur victoire lors de l'Euro de Volley en 2023 et de la Ligue des Nations la même année, pour le symbole que constitue une victoire turque dans une compétition européenne, mais aussi parce qu'elles incarnent la lutte pour les droits des femmes, montrant à quel point le sport est porteur de valeurs universelles.

La Turquie a intégré au fil du temps de nombreuses compétitions européennes, faisant du sport un des vecteurs du projet politique d'intégration communautaire. Rappelons que, lorsque le club de football de Galatasaray a remporté en 2000 la finale de la Ligue Europa, le président Süleyman Demirel a affirmé : « maintenant, nous sommes devenus Européens ». L'événementiel sportif est devenu dans les années 1990, un lieu de redéfinition de l'image de la Turquie, dans une opération de séduction qui visait à convaincre les États membres de l'Union européenne (UE) d'ouvrir les négociations d'adhésion, en mettant en scène l'image d'un pays multiculturel qui respecte les droits des minorités et joue en paix avec ses voisins. En 2008, les matchs de football de qualification à la coupe du monde de 2010 entre l'Arménie et la Turquie auxquels avaient assisté le président turc Abdullah Gül à Erevan et le président arménien Serge Sarkissian à Bursa, avaient marqué l'ouverture d'une courte période d'apaisement entre les deux pays. La diplomatie du foot n'a toutefois pas suffi à faire se déplacer Recep Tayyip Erdogan à l'occasion du match de qualification à l'Euro contre l'Arménie en septembre 2023,

dans un contexte beaucoup plus tendu, marqué par des enjeux électoraux en Turquie et la guerre dans le Haut-Karabagh.

D'abord limitée aux domaines où les athlètes turcs excellent, comme la lutte et l'haltérophilie, l'organisation de compétitions internationales s'est diversifiée à partir des années 2000. Les candidatures turques à l'organisation de grandes rencontres internationales participent à promouvoir le prestige du pays et l'image d'un État moderne. La co-sélection de la Turquie et de l'Italie pour l'organisation de l'Euro de football de 2032 est vécue comme un véritable succès après de nombreuses candidatures infructueuses – le pari n'a pas encore abouti pour les Jeux olympiques et paralympiques, pour lesquels Istanbul a été candidate en 2000, 2004, 2008, 2012 et 2020. Le maire de la ville, Ekrem İmamoğlu (CHP), attend désormais un soutien formel du gouvernement turc concernant la candidature pour les Jeux de 2036. Le maire de Konya, İbrahim Uğur (AKP), a exprimé son ouverture à la participation de sa ville à la candidature stambouliote, mettant à disposition les infrastructures sportives des Jeux de la solidarité islamique organisés à Konya en 2022. La capitale économique turque accueillera toutefois les Jeux européens de 2027, une opportunité stratégique d'augmenter ses chances auprès du comité olympique, mais également grandement politique pour la mairie d'opposition, de renforcer certains de ses partenariats techniques européens.

La politisation du sport en Turquie entre parfois en contradiction avec ces efforts de promotion d'une image ouverte : les slogans tels que « *Avrupa Fatihi* » (les conquérants de l'Europe, en référence à Mehmet Le Conquérant qui parvint à prendre Constantinople en 1453) ou « *Europe, entends-tu les pas des Turcs qui avancent ?* », qui se multiplient dans les stades, témoignent des tensions nationalistes qui traversent le pays. À la suite de la rencontre en huitième de finale de l'Euro 2024 contre l'Autriche, une enquête de la Ligue Europa a été ouverte contre le joueur turc Merih Demiral pour avoir mimé un signe des « Loups gris » avec ses mains, un geste politique controversé en Turquie et en Europe, symbole d'un groupuscule d'extrême droite, que l'Allemagne – où est organisée la compétition – peine à faire interdire. La Ligue Europa a finalement décidé de suspendre Demiral pour les deux prochains matchs de l'équipe.

POLITIQUE INTÉRIEURE

La Turquie à feu et sans plan

Le bilan du feu de végétation déclenché le 21 juin dans une zone rurale à proximité de la ville de Diyarbakir s'élève à 15 morts. Parti d'un brûlage de chaume, le feu s'est propagé, nourri par un vent sec et un thermomètre qui dépassait les 40 degrés. Depuis le début de l'année, 22 000 hectares (ha) de forêts ont brûlé en Turquie (European Forest Fire Information System). C'est plus que la perte de l'année 2023 – 15 520 hectares selon la Direction générale des forêts (Orman Genel Müdürlüğü, OGM) – alors que l'été commence à peine et que les feux se concentrent généralement sur la période entre juillet et août.

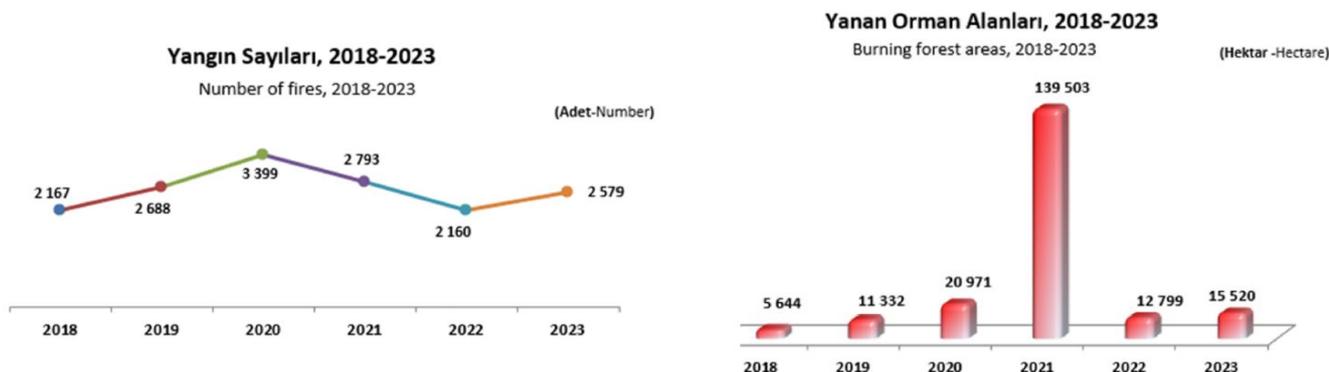
Selon l'article 169 de la Constitution turque, l'État est responsable de la supervision et de la conservation de toutes les forêts, qui recouvrent près de 30 % du territoire turc (OGM). Le même article prévoit que chaque parcelle de forêt brûlée doit être reboisée et préservée de toutes activités agricoles et d'élevage, sans que soit précisée la durée de la dispense. Près de 57 % des forêts de Turquie sont exposées au risque de feu, en raison du grand nombre de conifères, de l'allongement de la saison estivale, du faible taux d'humidité et de l'importance de vents secs, paramètres exacerbés par l'accélération du changement climatique.

En 2021 – année tragique au cours de laquelle près de 140 000 ha de forêts sont partis en fumée –, les incendies dans le sud de la Turquie avaient révélé l'absence de canadiens turcs en état de marche, indispensables à la maîtrise des feux en zone montagneuse, comme dans la très touristique province de Mudla où s'étaient concentrés les incendies. La Turquie avait alors emprunté des avions à la Russie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et l'Iran avant de bénéficier d'un prêt de l'Espagne (2) et de la Croatie (1), par l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne (UE). À la même période, Ankara avait prêté main-forte à la Grèce ravagée par des feux

incontrôlables, notamment sur l'île de Rhodes. Malgré ces risques communs, une collaboration régionale structurée en matière de lutte et de prévention des feux de forêts peine à se mettre en place en Méditerranée. Les rivalités politiques avec la Grèce sont un frein à la mise en place d'une collaboration effective en mer Égée. Une volonté de renforcer la coopération dans la gestion des catastrophes naturelles est pourtant à noter : en décembre 2023, un accord a été signé prévoyant l'échange de connaissances et d'expertises dans la gestion des inondations, des feux de forêts et des sécheresses.

La gestion forestière est en revanche un secteur moteur de la coopération technique entre la Turquie et la France, qui soutient, par l'intermédiaire de l'Agence française de développement, la politique forestière turque et la collaboration entre la Direction générale des forêts et son homologue français, l'Office national des forêts (ONF).

Le manque d'éducation aux risques reste *in fine* le principal frein à leur réduction. Des changements dans la loi sur les forêts ont autorisé des activités qui intensifient la déforestation. Par exemple, la modification en 2012 de la loi autorisant la vente de parcelles de forêts dégradées à des fins de transhumance a fait augmenter de façon significative les départs de feux criminels (en Turquie, sont classés dans « criminel » les départs jugés intentionnels et les départs par négligence ou accident) atteignant, 1 677 feux en 2013, contre une soixantaine en 2014.



Source : Orman Genel Müdürlüğü, 2024.